

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants L.325-1 à L.325-3 et R.417-10 ;
Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment l'article L.511-1 ;
Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 dite « loi Grenelle 2 » prévoyant une série de mesures destinées à multiplier les points d'alimentation des véhicules à mobilité électrique ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal en date du 07 février 2019 réglementant des emplacements de stationnement réservés pour la recharge de véhicules à mobilité électrique ;
Considérant que le nombre des emplacements réservés a évolué depuis la publication de l'arrêté municipal précité ;
Considérant qu'il convient de faciliter l'accès aux installations de recharge aux véhicules à mobilité électrique ;
Considérant qu'il convient d'attribuer des emplacements réservés pour le stationnement provisoire de ces véhicules ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal en date du 07 février 2019 qui réglementait des emplacements de stationnement réservés pour la recharge de véhicules à mobilité électrique est abrogé et remplacé par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Il est créé des emplacements de stationnement réservés pour les véhicules à mobilité électrique, uniquement le temps de recharge de leurs accumulateurs.

ARTICLE 3 – Les utilisateurs de ces places réservées doivent être titulaire d'un certificat d'immatriculation mentionnant dans la catégorie type de carburant (P.3), véhicule hybride essence-électrique (EE) ou véhicule électrique (EL).

ARTICLE 4 – Les emplacements sont créés conformément au tableau ci-après :

Adresse	Précision	Nombre d'emplacements
Boulevard du Cami Salié	Sur le parking du Zétihi, face au Jaï-Alaï	4
Avenue Nitot	Sur le parking du stade Nautique, au droit de l'entrée	2
1 Rue Thomas Edison	Sur le parking du bâtiment B	2
Rue Lavoisier	Au centre commercial Kennedy	2
11 et 11 ter place du foirail		2
Square Aragon	Dans le parking Aragon au niveau – 1 Emplacements n° 1013, 1014, 1015, 1019, 1020 et 1021	6
Allée Gérard de Nerval	Dans le parking Beaumont au niveau – 1 Emplacement n°1015	1
Cours Bosquet	Dans le parking Bosquet au niveau – 2 Emplacements n° 236, 237, 238 et 239	4
Place Georges Clemenceau	Dans le parking Clémenceau au niveau – 1 Emplacements D-04 et D-06	2
Place de la République	Dans le parking République au niveau – 1 Emplacements n° Co73, Co74, Co75, Co76, Co77 et Co78	6
Place Verdun partie Nord	A l'angle nord-est	8
Place Verdun partie Sud	Allée A, au droit de la sortie sud	8
Rue Bourbaki	Dans le parking à l'angle nord-ouest	6

Avenue Jean Biray	Dans le parking courte durée de la gare	4
Avenue Gaston Lacoste	Dans le parking longue durée de la gare	10

ARTICLE 5 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 6 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 8 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 9 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

07 JUIN 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire